

MILITANT COMMUNISTE



Numéro 13 - 1 €

Militant@militcom.org

Avril 2005

SOMMAIRE

EDITORIAL

Le NON communiste au traité constitutionnel.

Communiqué commun C.M.C et de l'U.R.C.F.

Meeting pour le NON le 5 mai à Paris

Lénine sur les Etats-Unis D'Europe

La lutte internationale des travailleurs

Le PTA et les élections parlementaires en ALBANIE

Ce bulletin est publié en direction des militants communistes. Notre but n'est pas de créer un énième groupe prétendant détenir la légitimité communiste. Il est de contribuer à l'unification des communistes en France à partir de leur idéologie commune le Marxisme Léninisme et de leur combat commun contre l'impérialisme, le capitalisme, le révisionnisme, le réformisme, le trotskisme et pour la révolution socialiste.

Notre but est de contribuer à la construction d'un seul et véritable Parti Communiste.

Adresse électronique :

Militant@militcom.org

Site Internet :

www.militcom.org

LE NON COMMUNISTE AU TRAITE CONSTITUTIONNEL

**UN NON CLAIREMENT
ANTICAPITALISTE,
ANTI-IMPERIALISTE ET
INTERNATIONALISTE.**

Aujourd'hui, la lutte des classes- dont les chantres du capitalisme triomphant avaient annoncé la disparition- éclate au grand jour avec une vigueur accrue. Et il ne peut en être autrement car c'est par elle que s'exprime l'aggravation des contradictions fondamentales du système capitaliste.

Elle se manifeste sur le plan politique au niveau national, et en relation étroite avec les politiques décidées à Bruxelles dans le cadre de l'Union Européenne, par toutes les lois et mesures qui portent atteintes aux conditions économiques de la reproduction de la force de travail (droits sociaux, temps de travail, salaires, services publics..). Le projet de directive Bolkestein est un exemple frappant de ce lien national et européen, que les mensonges des dirigeants sociaux- réactionnaires du PS ne peuvent masquer.

D'ailleurs, les travailleurs ne s'y trompent pas quand, dans leurs actions et manifestations de résistance, ils lient de plus en plus leurs luttes pour les revendications économiques à la campagne pour le NON au traité constitutionnel et à la lutte contre la construction impérialiste européenne. Ils ont mille fois raison et cela témoigne d'une élévation de leur conscience politique.

Ainsi, pour la première fois depuis longtemps, la conjoncture politique dominée par la question du traité constitutionnel, conjuguée à la poussée du mouvement social, offre aux communistes un terrain propice pour s'enraciner dans la classe ouvrière et montrer qu'ils sont les seuls à être porteurs de ses intérêts vitaux et plus généralement des intérêts de tous les travailleurs. C'est pour cette raison que le contenu du NON communiste au référendum doit être clairement défendu, expliqué et propagé parmi les travailleurs. Ce contenu, de classe, est d'ailleurs la condition première pour rallier au vote NON les plus larges masses populaires dont certaines ont depuis longtemps, par dégoût de l'alternance droite-gauche, abandonné tout intérêt pour les élections et grossi le camp de l'abstention-rejet.

L'objectif immédiat de la campagne pour un NON anti-capitaliste, anti-impérialiste et internationaliste est bien sûr la victoire du NON au référendum du 29 Mai. Victoire *qui mettrait en difficulté, ou tout au moins affaiblirait le camp de la réaction et de ses agents politiques les plus zélés (UMP, PS). Dans cette perspective les communistes participent au large mouvement populaire des partisans du NON . Mais ce mouvement est dominé par la petite bourgeoisie radicale qui le conduit sur la voie utopique d'un « capitalisme humanisé », débarrassé des excès du « capital financier » et le rêve d'un retour au capitalisme triomphant des années d'après guerre. C'est pour cette raison que la campagne que mènent les communistes doit se développer dans la plus grande clarté, sur LEURS objectifs politiques et LEURS raisons à voter NON. Car à terme, seule la classe ouvrière en reprenant la direction politique du mouvement social peut lui donner des perspectives clairement anti-*

capitalistes et le tirer des illusions et de l'impasse où le conduit la petite bourgeoisie réformiste, fût-elle réformiste radicale.

Mais pour cela la classe ouvrière doit retrouver son état major de combat, le Parti communiste. Cette question aucun communiste, aucune organisation communiste digne de ce nom ne peut l'éluder. C'est une question brûlante et concrète que la classe ouvrière et la lutte politique posent aux communistes.

Pour avancer dans cette voie un important travail d'éclaircissement idéologique doit être mené par les communistes. Ce travail doit se développer à partir de l'action commune sur les questions politiques dont ils partagent globalement l'analyse du point de vue du marxisme léninisme. C'est le cas sur l'Union Européenne et la question du référendum sur le traité constitutionnel.

Un premier pas vient d'être réalisé dans cette direction par cinq organisations communistes qui ont décidé d'organiser un meeting commun pour la victoire du NON le 5 Mai à Paris. C'est une bonne nouvelle pour notre classe ouvrière, et le Collectif Militant Communiste ne négligera pas ses efforts pour qu'il soit suivi d'autres initiatives à l'avenir.

Dans l'immédiat, notre collectif mobilise ses adhérents et appelle tous ses sympathisants, à participer dans l'unité à la campagne des communistes pour le NON de classe anticapitaliste, anti-impérialiste et internationaliste.

Militant Communiste – Avril 2005

COMMUNIQUE COMMUN du C.M.C et de L'URCF

Des représentants de l'Union des Révolutionnaires Communistes de France et du Collectif Militant Communiste se sont rencontrés le 18 décembre 2004 à Paris.

Au cours de cette rencontre, ont été examinées diverses questions et en particulier les positions des deux organisations sur l'Union Européenne, le référendum sur le traité constitutionnel et le processus vers l'unification des communistes de France sur les plans idéologique, politique et organisationnel.

SUR L'UNION EUROPEENNE

Les exposés et les discussions ont montré une grande unité d'analyse sur la nature de l'Union Européenne.

L'UE est un consortium impérialiste destiné à faire face aux autres puissances ou blocs impérialistes, notamment l'impérialisme américain. La tendance stratégique à l'union des impérialismes européens est principale dans la période. Elle correspond à la nécessité de concentrer le capital monopoliste à l'échelle du continent afin de faire face aux conditions actuelles de la lutte pour le pillage de la planète, la défense et le développement des marchés. Cependant, des rivalités opposent aussi entre eux à des niveaux inégaux les impérialismes européens, chacun conservant des intérêts propres. Ainsi, sur la base de ces intérêts, le « couple » franco-allemand s'applique à poser l'Europe face aux USA ; au contraire, l'Angleterre, l'Italie et d'autres sont partisans de la situer dans l'orbite américaine dans un autre schéma de domination et de partage du monde qui correspond davantage à leurs intérêts.

Ces contradictions inter-impérialistes au sein de l'Europe peuvent générer dans certaines circonstances des crises politiques qui pourront remettre en cause la tendance principale actuelle à l'union.

L'URCF et le CMC combattent l'UE en tant qu'instrument de l'impérialisme français. Dans l'UE, la France est un impérialisme dominant, non un pays dominé. Combattre l'UE, c'est combattre notre impérialisme, c'est l'affaiblir. C'est agir pour que les conditions du combat révolutionnaire de notre classe ouvrière soient meilleures. C'est en même temps apporter un soutien internationaliste prolétarien aux peuples opprimés par notre impérialisme et ses comparses impérialistes européens.

Bloc réactionnaire au seul service du capital monopoliste, l'UE porte en elle, dans ses fondements mêmes, l'exploitation, la paupérisation, l'oppression des prolétaires d'Europe et du Monde, et la guerre. Notre opposition fondamentale à l'UE exclut toute idée de pouvoir la transformer.

Nous voulons que notre pays sorte de l'UE et luttons pour que la classe ouvrière et le peuple de France, par leur combat révolutionnaire, brisent la chaîne impérialiste européenne et mondiale en renversant leur propre impérialisme. C'est ainsi qu'ils apporteront leur contribution internationaliste au processus révolutionnaire mondial.

SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN

Ce traité vise à codifier d'une manière uniforme à l'ensemble des pays membres, les règles à observer dans les rapports économiques, politiques, militaires, juridiques, sociaux et idéologiques.

D'une manière générale, le traité exprime, renforce et organise la domination absolue des monopoles sur les rapports de production et d'échange : libre action des lois du marché, disparition des activités économiques capitalistes d'Etat régulatrices (keynésianisme), que ce soit dans la production ou les services.

En supprimant toutes les limites que les luttes de classe avaient imposées dans les cadres nationaux, le traité généralise à l'ensemble des prolétaires et des peuples du continent les conditions les plus réactionnaires de leur exploitation.

Il renforce et perfectionne, en leur donnant une dimension transnationale, les instruments répressifs de la dictature du capital.

Il rend plus difficiles les conditions de la lutte politique des classes ouvrières nationales pour la prise du pouvoir politique.

Il accroît les capacités d'intervention armée commune dans le processus ouvert de reconquête coloniale et de repartage du Monde, tout en laissant à chaque Etat la possibilité d'intervenir militairement dans ses zones de domination.

Sans développer d'illusions électoralistes, et conscients qu'en cas de défaite du OUI, les bourgeoisies impérialistes d'Europe mettront en oeuvre d'autres moyens pour atteindre leurs objectifs, le Collectif Militant Communiste et l'Union des Communistes Révolutionnaires de France appellent à voter NON au référendum sur le traité constitutionnel comme seul moyen possible d'infliger une défaite politique à notre bourgeoisie impérialiste (en entravant la mise en place du dispositif réactionnaire du traité), et comme une étape importante dans la reconstruction des forces ouvrières et populaires dans la lutte politique contre le capital.

L'URCF et le CMC proposent aux organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme d'organiser une campagne commune autour du mot d'ordre d'un NON anti-capitaliste, anti-impérialiste et internationaliste, démarqué des illusions euroconstructives et du nationalisme chauvin.

Ils proposeront des initiatives autour de cette ligne.

Ils proposent aux organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme de se rencontrer en vue d'organiser à Paris un meeting commun permettant à la fois de rassembler les forces anti-capitalistes et anti-impérialistes tout en assurant l'expression des différentes organisations dans le respect réciproque.

SUR LA QUESTION DE L'EDIFICATION D'UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE

L'URCF et le CMC considèrent comme contraire aux intérêts du prolétariat et du mouvement communiste l'existence de plusieurs organisations communistes se réclamant du marxisme-léninisme. La classe ouvrière n'a besoin que d'un seul Parti Communiste. C'est pourquoi, même si l'objectif de l'unité dans un seul Parti peut demander du temps, le plus tôt sera le mieux, et le processus pour y conduire doit être engagé sans retard, sur la seule base possible, la reconnaissance du marxisme-léninisme comme fondement idéologique.

La définition et l'analyse critique des déviations réformistes et révisionnistes qui ont conduit le PCF, au cours de son histoire, à sa dégénérescence en parti social-démocrate, de même que la lutte contre les séquelles de ces déviations (y compris à l'intérieur des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme), sont des tâ-

ches incontournables à l'intérieur de chaque organisation, et entre elles, dans le processus d'unité.

Il en est de même de l'analyse de la contre-révolution et du processus de restauration du capitalisme en URSS et dans le camp socialiste.

Cependant, s'il est nécessaire d'avancer dans l'analyse critique marxiste-léniniste du mouvement communiste et de son histoire, cela ne saurait être un préalable à la volonté de l'unité, et à la concrétisation de cette volonté par des initiatives de travail politique commun (analyses, axes de lutte, campagnes, éducation théorique...).

La lutte contre l'Europe impérialiste est l'exemple que c'est possible, nécessaire, et que l'action commune s'impose dans l'immédiat.

Le CMC et l'URCF s'engagent à travailler ensemble dans l'analyse des classes sociales en France, sans ignorer les travaux qui ont déjà été réalisés dans ce domaine par des camarades ou d'autres organisations communistes.

L'URCF et le CMC décident de renforcer leurs relations unitaires dans tous les domaines de l'activité communiste et de tout faire pour élargir ces relations à l'ensemble des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme.

**Union des Communistes Révolutionnaires de France
Collectif Militant Communiste
Paris, le 18 décembre 2004**

MEETING POUR LE NON LE 5 MAI A PARIS

**Le meeting du 5 Mai à Paris
Une grande action pour la victoire du NON
Et un pas en avant pour le mouvement communiste**

L'éditorial de notre bulletin de Décembre 2004 titrait « Mobilisons nous pour la victoire du NON au référendum sur le traité constitutionnel » et il concluait :

« Une nouvelle fois, à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen, nous appelons toutes les organisations communistes révolutionnaires à se mettre ensemble autour d'une table pour élaborer une plate-forme politique commune pour une grande campagne commune de dimension nationale capable de constituer une force politique réelle et une base pour les luttes à venir. Les communistes doivent d'abord s'unir. Mais cela ne suffit pas. S'ils y parviennent, alors ils pourront, parce

qu'ils seront plus forts et plus crédibles, rassembler autour d'eux d'autres organisations (anti-impérialistes, syndicales, associatives, culturelles...).

Il s'agira alors en partant de la plate-forme commune, de faire preuve de souplesse et d'esprit d'initiative pour associer à notre campagne des forces progressistes dont les objectifs convergent vers les nôtres.

En avant, communistes, rassemblons nos forces, car une grande bataille est devant nous ! »

Le 15 Janvier 2005, trois organisations réunies à Paris (Le Collectif Militant Communiste, la Coordination Communiste 59/62 et l'Union des Révolutionnaires Communistes de

France) parviennent à un accord politique concrétisé par un tract de propagande commun (voir tract joint au présent bulletin) et par un appel lancé à trois autres organisations se réclamant du marxisme-léninisme : Communistes (Rolande Perlican), le Parti Communiste des Ouvriers de France et le Pôle de Renaissance Communiste en France.

Cet appel proposait « de nous rencontrer prochainement afin de discuter ensemble de l'organisation d'un meeting unitaire à l'initiative des communistes pour un NON anti-capitaliste, anti-impérialiste et internationaliste à la Constitution européenne »

Suite à cet appel, le 5 Mars à Paris, se sont rencontrées 5 organisations communistes, le PCOF et le PRCF ayant répondu positivement à la proposition, tandis que R. Perlican restait, comme à son habitude enfermée dans son isolement sectaire.

Lors de cette réunion, ces cinq organisations se sont mises d'accord pour organiser un meeting commun pour la victoire du NON à Paris le 5 Mai, et sur le texte d'un tract (joint à ce bulletin et à diffuser sans modération !) appelant au meeting, fixant son contenu politique, et permettant d'associer d'autres organisations populaires, anti-impérialistes, françaises et étrangères.

IL s'agit à présent de transformer en succès cette action qui exprime une grande et double signification politique.

UNE GRANDE ACTION POUR FAIRE GAGNER LE NON POPULAIRE

D'abord, avec esprit de responsabilité politique, les organisations à l'initiative du meeting ont su mettre en avant l'objectif politique commun : la victoire du NON, correspond

aux intérêts immédiats et futurs de la classe ouvrière et du peuple, et ce, en considérant dans la situation politique actuelle leurs différences ou certaines divergences comme secondaires, chacune pouvant développer ses « particularismes » dans ses activités propres de propagande et d'agitation. Ensuite, il a été défini clairement que ce meeting et la campagne qui lui est liée ont pour but de faire gagner le NON POPULAIRE, en développant les arguments spécifiques des communistes, fondés sur la défense des intérêts de la classe ouvrière et du peuple de France, unis aux intérêts de l'ensemble des travailleurs et des peuples du monde. En clair, sur une base de classe et sur la base de l'internationalisme. IL faut préciser que pour les organisateurs du meeting l'ennemi n'est pas dans le camp populaire du NON et qu'aucune polémique n'est à développer dans ce cadre.

Notre but est de développer, en tant que composante du camp du NON, la dimension communiste d'un NON clairement ouvrier, populaire, progressiste, démocratique, internationaliste, anti-impérialiste et internationaliste.

UNE GRANDE ACTION POUR AVANCER SUR LA VOIE DE L'UNITE DES COMMUNISTES

Soyons clairs : Le meeting du 5 Mai n'est pas un meeting sur La question de l'Unité des communistes et CMC n'a pas l'intention de l'y introduire en contrebande.

Mais dans les faits cette action s'inscrit objectivement dans cette perspective. C'est cette analyse que nous voulons exposer ici.

Quand le Collectif Militant Communiste s'est constitué le 1^{er} Mai 2002, autour de l'appel aux communistes

« SURMONTER LES DIVISIONS POUR COMBATTRE LE CAPITALISME ET L'IMPERIALISME » il s'est donné comme ligne fondatrice et pour tâche directrice l'unification des communistes isolés ou divisés en plusieurs organisations dans une seule organisation. **UNE** classe révolutionnaire, **UN** seul parti révolutionnaire : Tel est l'objectif à atteindre, en partant de la réalité concrète.

Nous connaissons les conditions objectives et subjectives de la division des communistes, de même que nous étions conscients des niveaux inégaux de leur lien au marxisme-léninisme et de leur critique du révisionnisme. **MAIS** nous étions et restons convaincus que cette division est catastrophique pour la classe dont tous les communistes revendiquent la représentation, la classe ouvrière, et qu'il faudra bien un jour y apporter une réponse constructive.

Ensuite, nous étions aussi persuadés (et nous le sommes toujours) que les nécessités politiques objectives conduiraient toutes les organisations communistes se réclamant du marxisme-léninisme à clarifier leurs positions idéologiques et à entreprendre en commun des actions ou des campagnes politiques, sous peine d'être politiquement inexistantes. Ces deux activités agissent dialectiquement l'une envers l'autre : la clarification idéologique créant les conditions de l'action commune, et l'action commune développant les conditions de la clarification idéologique.

A l'occasion de la campagne pour le **NON** au traité constitutionnel européen, l'esprit de responsabilité l'a emporté sur le sectarisme ; et le meeting du 5 Mai est le résultat d'un progrès dans le comportement des organisations communistes les unes envers les autres.

Certes, nous sommes encore loin du Parti Communiste unique. Mais nous avons écarté l'esprit de nous ignorer les uns les autres ou pire à nous affronter pour des « raisons » le plus souvent secondaires et subjectives. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'obstacles idéologiques à l'unité : pourrait-il en être autrement dans des organisations nées dans les conditions d'une longue domination du révisionnisme et qui doivent s'en démarquer idéologiquement pour qu'un véritable parti communiste fondée sur la théorie révolutionnaire marxiste Léniniste puisse être édifié.

D'autres batailles politiques vont se présenter, surtout si le **NON** l'emporte. Elles nous obligeront de nouveau à explorer les voies de l'action politique commune contre les réactions et les manœuvres des partis bourgeois. Cela ne manquera pas d'entraîner de nouveaux rapports entre les organisations communistes et la possibilité de les porter à un niveau supérieur, celui du débat idéologique mené de manière concrète, scientifique, sur la base de la lutte politique.

Aujourd'hui, des rapports politiques suivis et toujours plus approfondis se développent entre le Collectif Militant Communiste et l'U.R.C.F. (voir communiqué commun)

La préparation et la tenue du meeting du 5 Mai peut créer les conditions pour étendre ces relations à d'autres organisations marxistes-léninistes. Militant Communiste s'y emploiera.

Mais dans l'immédiat il appelle tous les communistes révolutionnaires à faire du meeting du 5 Mai un grand succès. En le faisant connaître par la diffusion du tract d'appel, en entraî-

nant le maximum des militants du NON à y participer. Dans le travail de mobilisation, même loin de Paris, les manifestations du 1^{er} mai doivent être l'occasion de développer la propagande en faveur du NON et pour le meeting.

Faisons du 5 Mai un grand moment politique de lutte pour la

victoire du NON et une expérience unitaire porteuse d'avenir pour le mouvement communiste.

M.C

LA LUTTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Voilà les axes de lutte que de la première internationale recommandait en 1907 aux prolétaires devant l'internationalisation du marché du travail. Elles restent d'une brûlante actualité. Communistes, donnons nous les moyens de les mettre en œuvre.

« Le principe fondamental de l'Association porte que le produit du travail doit appartenir à l'ouvrier, que le fondement de la société doit être la fraternité du travail et que les ouvriers de tous les pays doivent rejeter les rivalités mesquines et les antipathies nationales pour mener une lutte unie contre le capital. Le travail n'a pas de patrie. L'ouvrier a partout à combattre le même mal. Le capital n'est que du travail accumulé. Pourquoi l'ouvrier doit-il être l'esclave de son propre produit ? Trop longtemps les capitalistes ont tiré profit du morcellement national des fils du travail. **La concurrence étrangère est toujours un prétexte commode pour réduire les salaires.** »¹

« **Aux constantes lamentations des capitalistes anglais selon lesquels la journée de travail plus longue et le salaire moindre des ouvriers du continent rendent inévitable la réduction des salaires, on ne peut opposer avec succès que la volonté d'amener la journée de travail et les salaires au même niveau dans toute l'Europe.** C'est l'un des objectifs de l'Association internationale des travailleurs»

« En fait, c'est le seul moyen d'assurer les conquêtes de la partie du prolétariat international qui se trouve dans une situation plus favorable. **Ces conquêtes seront toujours en danger tant qu'une minorité sera seule à en jouir et ce danger sera d'autant plus grand que le niveau de la masse prolétarienne sera bas.** Ceci concerne les masses tant à l'intérieur d'un pays que dans les limites de l'ensemble du marché international. **Le prolétariat avancé peut se défendre en faisant preuve de solidarité, en soutenant ceux qui sont restés en arrière, et non en s'en coupant, en se démarquant d'eux, en les opprimant.** Là où, sous l'influence d'un esprit de corps aveugle, le prolétariat emploie cette dernière méthode, celle-ci échouera tôt ou tard et deviendra l'un des moyens les plus dangereux d'affaiblir la lutte de libération du prolétariat »

¹ « Die Neue Zeit », 25^e année (1907). Cité par Lénine - « A propos des ouvriers étrangers qui font baisser les salaires et de l'attitude de l'Internationale à leur égard » - Oeuvres t 35 p

LENINE sur LES ETATS UNIS D'EUROPE

« Au point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire des exportations de capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales «avancées » et « civilisées », les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires. »

Cette citation de Lénine tirée de son article « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », publié le 23 août 1915, est aujourd'hui reprise par les communistes pour illustrer le caractère réactionnaire de l'Union Européenne en construction.

Nous reproduisons ce texte en supplément de ce bulletin. Mais il est d'autres textes où Lénine envisage la possibilité d'une large union d'Etats Européens et analyse sa portée et ses conséquences.

Ainsi dans « *L'impérialisme et la scission du socialisme* » il reprend à son compte l'analyse d'un économiste non marxiste anglais, qui « a fort bien abordé la question du rôle et de la portée des 'Etats Unis d'Europe' » :

« Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et des serviteurs, non plus occupés à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés en accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. »²

Description vivante de la situation actuelle, créée entre autre par la désindustrialisation et les délocalisations.

² Lénine Tome 23 p 120- 121 *L'impérialisme et la scission du socialisme*

Dans un autre article « *Une caricature du marxisme* » il aborde une des caractéristiques de l'impérialisme qui tend à la formation d'alliances dans les luttes inter impérialistes :

« La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable, et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste d'Etats autonomes et indépendants au sens politique du terme. Une telle alliance est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une « coopération » militaire dans la guerre impérialiste »³

Et Lénine insiste sur une autre conséquence de L'impérialisme qui crée les conditions objectives du développement de l'opportunisme et de son influence dans la classe ouvrière en Europe, sur le fait :

« que les opportunistes (les social-chauvins) font cause commune avec la bourgeoisie impérialiste justement dans le sens de la création d'une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique ; le fait que les opportunistes apparaissent ob-

³ Lénine Tome 23 p 53 *Une caricature du marxisme*

jectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, soudoyée avec les fonds du sur profit des impérialistes et convertie en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier.(..) »⁴

Et Lénine attire ici encore une fois l'attention des communistes sur
« cette liaison économique extrêmement profonde de la bourgeoisie impérialiste,

très précisément, avec l'opportunisme qui a triomphé aujourd'hui (est-ce pour longtemps?) du mouvement ouvrier » . Et Lénine d'insister « s'il ne s'affranchit pas d'eux (le prolétariat -Ndr), le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. » ⁵

⁴ Lénine Tome 23 p 121-122 *L'impérialisme et la scission du socialisme*

⁵ Lénine ibidem p 123

LE PTA et les ELECTIONS PARLEMENTAIRES en ALBANIE

Nos camarades du Parti du travail d'Albanie ont décidé de présenter des candidats aux élections parlementaires de Juin 2005. Nous publions ici quelques extraits du document définissant les objectifs de cette participation comme un exemple de l'application de la tactique léniniste sur la participation aux élections au parlement bourgeois.

LES ELECTIONS PARLEMENTAIRES DE 2005 : UNE ACTION DE GRANDE IMPORTANCE POUR LE PTA EN CE DEBUT DE SIECLE

Depuis la décision des communistes albanais, à leur 14 ème congrès, de perpétuer le nom historique du Parti du Travail d'Albanie (Partia e punës e shqipërisë-PPSH) choisi le 8 Novembre 1948, notre parti s'est construit et renforcé. Il a retrouvé son nom respecté non seulement aux yeux des communistes albanais, mais aussi des sympathisants de l'idéal communiste.

Son autorité a grandi aux yeux de toutes les masses travailleuses de la ville et de la campagne qui, en de nombreuses occasions, constatent que le PTA défend leurs intérêts.

En tant que parti responsable, dans l'éventail politique albanais, le PTA doit prendre en considération la réalité historique, et mettre à profit avec beaucoup d'attention et d'intelligence, les élections parlementaires de 2005 qui constituent un grand événement politique en ce début de siècle.

Ces élections ne seront pas pour notre parti, une action d'ordre routinier ni un simple débat contradictoire, mais un combat pour élever le PTA à un nouveau stade politique, au stade de Parti représenté au parlement. Cet objectif majeur marquerait une grande victoire sur le chemin de l'affirmation du PTA comme force politique majeure et créerait un regain de confiance pour le peuple albanais. Ainsi, nous avons traité le problème en nous appuyant d'abord sur les enseignements léninistes selon lesquels les révolutionnaires doivent utiliser la tribune parlementaire comme forme de travail légal, sans viser ni espérer conquérir le pouvoir, en Albanie, par la voie parlementaire et ce pour de nombreuses raisons évidentes pour la période actuelle. Le camarade Enver Hoxha a établi avec clarté que :

« *L'État bourgeois de la période de la domination du capitalisme monopoliste d'État cherche à donner l'impression que dans ces pays la loi est faite par le*

parlement, où sont représentés les divers partis, par leurs députés élus soi-disant au suffrage universel. Mais il est notoire que le système électoral et les nombreuses restrictions fixées par la loi font que la majorité au parlement est toujours détenue par les partis politiques qui sont les piliers les plus puissants du capital. Le jeu parlementaire dans ces pays est une mascarade, un moyen qui sert au pouvoir de la bourgeoisie à donner l'impression mensongère que là-bas règne la «démocratie» et à faire passer la fausse démocratie pour la vraie. Les organes suprêmes du pouvoir d'État et de l'administration étatique capitaliste et révisionniste comprennent des «délégués» de ce pouvoir non sanctionné par la loi, qui se tient formellement en dehors du gouvernement, mais qui gouverne effectivement. C'est le pouvoir des grands capitalistes, qui, usant de la force de l'argent, ont porté, soit au gouvernement, soit au parlement leurs factotums aptes à défendre leurs intérêts contre les éléments 'turbulents', contre ceux qui lèvent la tête et qui veulent conquérir les droits dont ils ont été dépouillés par les capitalistes. »

L'Albanie fait partie, aujourd'hui, de ce type de pays dont parle le camarade Enver hoxha (.....) Par ailleurs, de l'analyse de l'ensemble des facteurs, il en découle qu'en Albanie, ne sont pas réunies les conditions pour que les communistes arrivent au pouvoir par la voie révolutionnaire (..)

[Le texte des camarades énumère ensuite les événements négatifs qui agissent en défaveur de la réalisation des conditions révolutionnaires : division du mouvement communiste, inexpérience, gauchisme, liaison insuffisantes des communistes avec les masses, « propagande alléchante pour le capitalisme et la 'démocratie' », calomnies sur l'époque socialiste, abus scandaleux du pouvoir, dispersion de la classe ouvrière avec la disparition de l'industrie natio-

nale, l'émigration massive des jeunes, la corruption, la prostitution et poursuit]

(..) Mais, tout en reconnaissant et en évaluant ces facteurs, notre parti ne peut abandonner les objectifs majeurs de son activité politique dont font partie les élections pour le pouvoir central qui auront des effets directs sur le présent et l'avenir du pays et du peuple. En conséquence, nous ferons l'impossible pour contribuer à la construction de cet avenir. Cette contribution peut être effective uniquement si nous prenons une part active à son développement.

En énumérant tous les facteurs subjectifs et en les reconnaissant, nous sommes clairement décidés dans notre objectif majeur d'avoir une représentation dans le pouvoir législatif. Ayant traité des raisons qui nous amène à prendre part aux élections parlementaires et à y obtenir des résultats, nous devons bien les identifier et bien les prendre en considération.

1) premièrement : être au parlement donnera à notre parti, de la tribune du parlement et au travers des médias qui sont obligées par la loi de rendre compte des activités du parlement et des partis parlementaires, de démasquer la démagogie, les mensonges et le caractère antipopulaire du pouvoir bourgeois. En étant dans le parlement, nous serions mieux armés pour dénoncer toutes les saletés de ce système et pour en rendre conscientes les masses populaires.

2) Deuxièmement : Au travers de notre présence au parlement, nous renforcerons et améliorerons de manière radicale notre propagande communiste, chose qui nous donne la possibilité d'affronter dignement et durement nos adversaires politiques.

3) Troisièmement : nous aurons beaucoup plus de possibilités et d'ouvertures pour renforcer le contact et l'échange d'information avec les forums du parti et avec sa base, mais aussi les contacts et

les collaborations avec les partis frères à l'extérieur du pays.

4) Quatrièmement : Nous assurerons nos finances centrales et par conséquence nous aurons davantage d'activités et de publications, nous améliorerons nos conditions de travail, nous assurerons et compléterons l'inventaire de nos équipements et de nos moyens techniques.

5) Cinquièmement : Un parti parlementaire, objectivement, stimule et attire des appuis par différents facteurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays et crée

les conditions pour faire progresser ses résultats dans les élections parlementaires futures.

Nous croyons que ces évidences, qui sont des avantages pour les partis ayant une représentation parlementaire suffisent pour motiver notre engagement total dans les élections et pour traiter toute incompréhension, déformation ou manifestations sectaires qui peuvent se manifester à l'intérieur ou à l'extérieur de notre parti.

Le Collectif Militant Communiste partage la conception léniniste du PTA sur les élections parlementaires et apporte son soutien total à la politique mis en œuvre par le PTA à l'occasion des élections parlementaires du mois de Juin 2005 en Albanie.

Il appelle les communistes de France, dans un esprit internationaliste, à soutenir concrètement et financièrement l'activité des camarades albanais du PTA.

Soutien à envoyer à Bruno Morand 2, allées Beethoven 59115 - LEERS

Sur notre site <http://www.militcom.org>

La liste à jour des organisations qui apportent leur soutien au meeting du 5 MAI à PARIS

Et aussi des documents sur la criminalisation du communisme et la falsification de l'histoire, la **Réédition des « Principes d'Economie Politique » etc...**

et

Contribution d'un camarade à l'analyse sur le révisionnisme du PCF :

http://www.lescommunistes.net/~bolchevisme/parti_communiste_francais_thorez_marchais_hue.htm

Autres liens remarquables :

Annie LACROIX-RIZ, professeur d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot

Contre la criminalisation du communisme :

**LA « FAMINE » EN UKRAINE EN 1933 :
UNE CAMPAGNE ALLEMANDE, POLONAISE ET VATICANE**

<http://www.historiographie.info/vatpol.html>

URCF

Compte rendu du Forum anticapitaliste

<http://www.urcf.net>